



**HAL**  
open science

# La CGT du Puy-de-Dôme de septembre 1939 à la Libération Par Eric Panthou

Eric Panthou

► **To cite this version:**

Eric Panthou. La CGT du Puy-de-Dôme de septembre 1939 à la Libération Par Eric Panthou. Cahiers d'histoire sociale de l'hs CGT 63, 2024, 1, pp.16-17. hal-04926946

**HAL Id: hal-04926946**

**<https://hal.science/hal-04926946v1>**

Submitted on 3 Feb 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La CGT du Puy-de-Dôme de septembre 1939 à la Libération  
Par Eric Panthou

*Les Cahiers d'histoire sociale de l'hs CGT 63, n°1, septembre 2024*

La CGT du Puy-de-Dôme est sérieusement affaiblie au moment où la guerre est déclenchée en septembre 1939 et le fut bien davantage encore dans les semaines qui suivent avec l'exclusion de son sein des syndicats ou militants ayant refusé de dénoncer le pacte germano-soviétique.

Trois syndicats furent dissous : celui des verreries de Puy-Guillaume, des cheminots de Pont-de-Dore et surtout le puissant syndicat des produits chimiques et de sa non moins puissante section CGT Michelin forte de ses plus de 8 000 membres.

Les militants socialistes détiennent alors la majorité dans les instances de l'UD et vont obtenir la dissolution de la CGT Michelin qui était aux mains des communistes. Ceci a suscité de profonds ressentiments chez les militants Michelin qui voient leur organisation détruite alors qu'elle n'avait pu être créée qu'après les grèves de juin 1936 tant la répression patronale était forte chez Michelin.

Si pour la plupart des résistants, la priorité fut donnée à une activité politique contre le régime de Pétain et l'Occupant, d'autres n'ont pas souhaité abandonner le terrain du combat syndical.

Les militants communistes de la CGT vont prioritairement répondre aux consignes de leur parti dans ces mois de répression du gouvernement Daladier puis Pétain. Ceux non mobilisés aux armées doivent rejoindre la clandestinité ou faire profil bas. Plusieurs sont assignés à domicile ou même internés dans des camps en France ou même en Algérie, sans même avoir été jugés. La direction syndicale est donc décapitée.

Pétain dissout les confédérations en novembre 1940 mais pas les Unions Départementales (UD). L'UD 63 continue de fonctionner mais avec des militants affichant une neutralité avec le régime de Pétain ou même soutenant ouvertement celui-ci et sa charte du Travail, instaurant le corporatisme, c'est-à-dire l'association capital-travail.

Les premiers actes de résistance apparaissent dès l'arrivée des Allemands. Un important matériel aéronautique est récupéré par un groupe d'hommes dirigés par le secrétaire adjoint du syndicat CGT de la maîtrise Michelin, Claudius Jeantet, qui n'est pas communiste.

Les syndicalistes ex-confédérés restés en place pratiquent d'abord la « politique de la présence » puis pour certains celle du « double jeu », c'est-à-dire la présence à la fois dans les organismes de Vichy et dans les structures clandestines de la Résistance. Raymond Perrier, secrétaire de l'Union départementale de 1937 à 1942 avant de rejoindre la clandestinité, va symboliser cette attitude dans le département.

Tout en acceptant de participer au conseil municipal de Clermont-Ferrand, désigné par le préfet et censé appliquer la politique de Pétain, et en disant soutenir ouvertement le nouveau ministre du Travail, René Belin, ancien co-secrétaire général de la CGT, Perrier, dès 1941, est considéré par la police comme le coordinateur de la CGT clandestine. Membre du mouvement de résistance Libération-Sud dès 1941 il devient membre de son comité directeur en 1942 et fut l'un des principaux dirigeants du Mouvement Ouvrier Français (MOF), organisation se voulant être l'expression ouvrière dans la Résistance.

Après novembre 1941, l'activité de l'UD semble s'interrompre, Perrier n'approuvant pas la Charte du Travail (loi du 4 octobre 1941) instaurant le corporatisme et substituant les comités sociaux aux anciens syndicats.

L'activité de l'Union Locale de Clermont-Ferrand se poursuit sous la coupe d'Emile Pascal, ancien leader du courant confédéré. Les rapports des préfets signalent quelques agitations ouvrières, dont le caractère organisé n'est pas avéré : en octobre 1942, des arrêts de travail pour protester contre la Charte du Travail chez les métallos (usines métallurgiques Ollier et, Chartoire ou ateliers VD et VR chez Michelin), et au dépôt des machines de la SNCF à Clermont-Ferrand.

Malgré leur exclusion fin 1939, les ex unitaires appellent à ne pas désertier les syndicats restés en place mais on a du mal à percevoir leur influence.

A partir de 1943, dans le cadre d'une intensification de la lutte résistante, d'une politique vichyste de plus en plus répressive et de la mise en place du Service du Travail Obligatoire (STO), les appels à l'action des ouvriers se multiplient.

Le MOF avait dès le 1<sup>er</sup> mai 1942 lancé des mots d'ordres aux ouvriers. Il se félicite ainsi du fait que les ouvriers carriers de Volvic ont peut-être été les seuls en France à refuser de travailler ce jour. L'Union illégale confédérée organise l'impression et la diffusion de journaux et de tracts, le sabotage du STO.

Le 11 mai 1943, des tracts signés Comités d'Unité et d'Action Patriotiques sont trouvés aux usines Michelin, appelant les ouvriers à ouvrir des cahiers de revendications et doléances.

Le 11 novembre 1943, en réponse à des tracts de la CGT et d'autres organisations de la Résistance, des centaines d'ouvriers des grandes entreprises de Clermont-Ferrand arrêtent le travail un quart d'heure dans un geste de protestation symbolique.

Bien sûr, via leurs réseaux, les responsables syndicaux engagés dans la résistance ont largement contribué aux multiples sabotages ou ralentissements de l'économie au service des occupants. Mais le Puy-de-Dôme, à l'inverse des départements limitrophes comme l'Allier avec Montluçon et surtout la Loire, ne s'est pas distingué par des mouvements de grèves ou de manifestations contre le STO.

Pour son action, la CGT fut partie prenante des Comités de Libération qui se tiennent à partir de janvier 1944 et rassemblent l'ensemble des mouvements de Résistance.

Ces comités permettent le rapprochement entre ex confédérés et ex unitaires qui aboutit en avril 1944 à la création de l'Union illégale réunifiée. La réunification au niveau national s'était opérée le 17 avril 1943 via les accords dits du Perreux.

Si ce sont des ex confédérés qui représentent la CGT au Comité de libération régional, ce sont les ex unitaires qui dirigent seuls le bureau illégal de l'UD au moment où celui-ci adopte fin mai une résolution qui tout en considérant « nécessaire l'action armée contre l'ennemi » rappelle que la lutte revendicative est inséparable de cette lutte armée et appelle à préparer activement la grève insurrectionnelle et l'occupation des usines.

Cet appel vint trop tardivement selon la direction nationale du PCF. Par ailleurs, le départ de milliers d'ouvriers vers les maquis du Mont-Mouchet et la faiblesse de l'organisation locale de la CGT clandestine ne permirent pas d'aboutir au blocage des usines ou de l'approvisionnement des troupes allemandes.

Au sortir de la guerre, le tribut est lourd pour le milieu syndical. Des centaines de militants ont été arrêtés ou déportés. Le seul syndicat des produits chimiques voit plus de 50 de ses siens tués pendant le conflit. Nous recensons au moins 203 cégétistes tués concernant la CGT dans le Puy-de-Dôme (tués ici ou en déportation ou cégétistes du Puy-de-Dôme tués dans un autre département)

Malgré ces mandats et son action résistante, Raymond Perrier est désavoué en janvier 1946, remplacé par le communiste Robert Marchadier. Ce dernier, ancien leader charismatique de la CGT Michelin, fut l'un des symboles de la Résistance en Auvergne : son retour à Clermont-Ferrand le 15 mai 1945 donna lieu à un immense rassemblement de dizaines de milliers de travailleurs.

Les travailleurs allaient massivement accorder de nouveau leur confiance à la CGT qui dès 1946 regroupe plus de 40000 adhérents dans le département, autant qu'au dernier congrès fin 1938.

Eric Panthou